

L'autonomie alimentaire voilà une ambition politique

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

29 mai 2020

Les exploitants agricoles ont lors de l'épidémie du Covid-19, pris des initiatives afin d'approvisionner la population. Au plus fort de la crise, a flotté un petit air selon lequel, les territoires doivent pouvoir nourrir leurs ressortissants. Propos d'ensemble : le coronavirus a été un signal. Il a montré ce qu'il ne faut plus reproduire : être dépendant. Les médias ont salué les initiatives des agriculteurs. Un peu comme si tout le monde, rendu à l'évidence, encensait le bon sens. Lors de son intervention télévisée du 12 mars, le président de la République est allé de son refrain : « Déléguer notre alimentation (...) est une folie » a martelé Emmanuel Macron.

Ce jugement sans appel revêt une acuité encore plus forte, en Guadeloupe. Notre alimentation est importée. Depuis 1995, le volume de produits congelés notamment (poulets, légumes, poissons, crustacés etc.) n'a pas cessé d'augmenter. Ces produits viennent en grande majorité de l'Hexagone. Ils sont transportés par bateau pour la plupart. Souvent de plutôt mauvaise qualité, ils sont mis sur le marché à grand renfort de promotion, à des prix défiant toute concurrence. Surtout celle des produits locaux. Les Guadeloupéens aux revenus modestes se jettent sur ces produits. Depuis une trentaine d'années, le nombre de Guadeloupéens obèses et ou atteints de maladies chroniques (diabète, hypertension, maladies cardiovasculaires) a décuplé. Sous la pression de l'import-roi, les Guadeloupéens ont adopté de nouvelles habitudes alimentaires au détriment de leur santé.

Nonobstant cette réalité, 1 300 exploitants agricoles ont choisi d'investir la terre. Ils produisent légumes, fruits, tubercules, racines, et élèvent poules, cochons, bœufs, lapins... Ils se sont illustrés pendant la crise du Covid-19. Au moment où se nourrir devenait plus important que tout autre chose. Ils ont eu l'honneur de la télévision. Pas inutile, mais pour l'heure

inopérant. Ces agriculteurs réclament la mise en place d'une véritable politique agricole. Ils veulent que soient redéfinies les règles. Certaines comme celles qui prévalent aux aides du Poseidom doivent être revues. Les critères d'accession à la profession aussi. Il leur faut des infrastructures. Ils attendent tous le marché d'intérêt régional qui leur a été promis. Ils veulent doubler notre capacité de production alimentaire. C'est là une ambition qui devrait inspirer tout élu en mal de projet politique.